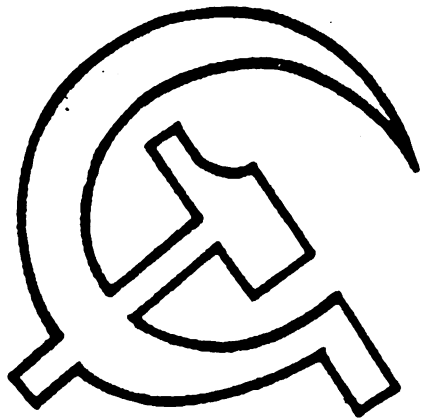




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 26 MARS 1995

N° 230 PRIX 4 FF



SOMMET DU MENSONGE

ET DE L'HYPOCRISIE

A COPENHAGUE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 3
Burundi: Le spectre du Rwanda plane sur Bujumbura.

Page 4
Côte d'Ivoire: Face à la flambée des prix, la réaction des pauvres est nécessaire.

Page 6
Sénégal: Wade de nouveau à la mangeoire gouvernementale.

Page 8
Tchad: la tension monte dans les grandes villes.

Page 9
Immigration: Intervention de la police...

Page 10
Elections présidentielles en France.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SOMMET DU MENSONGE ET DE L'HYPOCRISIE A COPENHAGUE

Sous l'égide des Nations Unies une nouvelle conférence mondiale s'est réunie à Copenhague au début du mois de mars. Les organisateurs annonçaient qu'ils voulaient approfondir leur réflexion et alimenter leur action car les exclus prolifèrent dans les pays riches et dans les pays pauvres.

Certains journalistes présents ont même fait semblant de déceler dans les propos des représentants des pays riches des intentions de "co-développement planétaire".

"Lutte contre la pauvreté", "intégration sociale", "création d'emplois", tels sont également les mots dont se sont gargarisés sans honte ces gens-là.

D'après les chiffres de l'ONU: - Un cinquième de la population mondiale pâtit de la faim - Un tiers n'a pas d'accès à l'eau potable - Un tiers vit dans des conditions de pauvreté extrême - L'espérance moyenne de vie n'atteint pas 50 ans en Afrique (60 ans dans d'autres pays sous-développés) pendant qu'elle est de 75 ans dans les pays riches.

Pourtant les pays pauvres doivent continuer à engraisser les banques des pays riches en leur versant les remboursements des dettes et leurs intérêts. Une grande partie de leurs ressources doit y être consacrée. Pour ce faire leurs gouvernements doivent poursuivre leur politique d'austérité et diminuer les déficits budgétaires par des plans d'ajustement draconiens imposés par le FMI.

Le continent africain est particulièrement ravagé par l'impérialisme. La raison fondamentale du sous-développement est la même que pour l'ensemble des pays dits du Tiers-Monde : c'est le pillage par l'impérialisme.

La situation ne cesse de s'aggraver car le poids de l'Afrique dans le commerce mondial a chuté de moitié entre 1970 et 1990.

La malnutrition se répand avec la dégradation accélérée des revenus de la population pauvre. Depuis la dévaluation du CFA dans les anciennes colonies françaises d'Afrique, les gens ne peuvent plus se soigner. Pas tous, car les riches ont les moyens d'aller se soigner en France ou ailleurs. On meurt de maladies banales car le prix des médicaments importés a doublé pendant que le système de santé se délabre davantage.

Oui l'Afrique est mortellement malade mais c'est de l'organisation capitaliste de la société à l'échelle du monde. Les chiffres des institutions internationales telles que l'ONU prouvent que l'Afrique ne stagne pas, elle est démolie années après années. Car sous le capitalisme l'Afrique ne peut s'attendre à rien

d'autre qu'à la plongée permanente dans la misère, les guerres ethniques et la barbarie.

Alors, quelques jours tous les deux ou trois ans, à Copenhague ou ailleurs, les grands de ce monde font semblant de pleurnicher sur la pauvreté et l'exclusion, sans doute pour mieux cacher la responsabilité qu'ils portent.

Les pays riches n'échappent pas non plus à l'"exclusion" car l'Europe est "riche" de 55 millions de pauvres et de 16,5 millions de chômeurs.

Il est urgent que tous les laissés-pour-compte de ce système social anachronique s'organisent et s'unissent pour s'en débarrasser définitivement.

BURUNDI

LE SPECTRE DU RWANDA PLANE SUR BUJUMBURA

Le 24 mars des éléments de l'armée essentiellement composée de Tutsis et des extrémistes de cette même ethnie se sont attaqués aux populations Hutu de la capitale Bujumbura. A Buyenzi, quartier habité majoritairement pas les Hutus, 150 personnes ont été massacrées; un autre même quartier, Bwiza a été incendié et les maisons pillées par leurs criminels.

Des Hutus organisés en bandes ont tenté de se défendre; ils sont pris en chasse par l'armée. Le bilan de ces affrontements est lourd. Près de 500 morts en une seule journée. Des milliers de personnes traumatisées par cette brusque remontée de la violence aveugle ont pris la fuite, toutes ethnies confondues, pour se réfugier au Zaïre voisin. A tel point que les pays occidentaux comme l'Italie, la France et la Belgique ont commencé à rapatrier certains de leurs

ressortissants.

Les massacres entre Hutus et Tutsis qui ont eu lieu au Rwanda, pays voisin, viennent malheureusement d'éclater aussi au Burundi.



Au Burundi la grande majorité de la population est composée de Hutus mais les principaux leviers de

commande et le pouvoir politique se trouvent entre les mains des Tutsis et plus particulièrement l'armée ainsi que les milices.

A l'origine l'opposition Hutu-Tutsi n'existait pas. Il y avait bien sûr une différenciation sociale et pas seulement ethnique. Hutu,

Tutsi et Twa parlaient et parlent la même langue; ils avaient et ont les mêmes traditions. C'est le colonialisme belge qui a monté en épingle la diversité ethnique pour l'exploiter à son profit. Il a choisi ses auxiliaires dans les rangs uniquement des Tutsis. Au

moment de l'indépendance les colons belges ont laissé le pouvoir aux Tutsis. Ce qui a pour résultat de dresser les autres ethnies majoritaires contre les Tutsis.

Bien sûr les dirigeants tutsis et hutus qui ensanglantent le pays pour leurs intérêts personnels doivent un jour répondre des massacres des populations. Mais les impérialismes belge, italien et français qui se bagarrent comme des charognards pour ce morceau de territoire africain sont aussi responsables de la situation au Rwanda et au Burundi.

COTE D'IVOIRE

FACE A LA FLAMBEE DES PRIX, LA REACTION DES PAUVRES EST NECESSAIRE

Le gouvernement vient de décider de faire passer le prix du pain de 100 à 110 F CFA. Cette mesure vient s'ajouter à tant d'autres, par exemple à celle prise au conseil de ministres d'augmenter le prix du kilo de riz de 175 à 230 F CFA, soit une augmentation d'un peu plus de 31%, sans oublier notamment la hausse de 40%, l'année dernière, du prix du ticket de bus.

De leur côté, depuis la dévaluation, les commerçants n'hésitent pas à augmenter sans cesse les prix de la quasi totalité des produits. Ainsi, sur le marché actuel, le prix du kilo de riz s'élève parfois à 275 F CFA (au lieu des 230 F CFA officiellement décidés), le prix du kilo de la viande sans os est passé de 1.000 à 1.200, puis à 1.400 F CFA. Celui du kilo de viande avec os est passé de 900 à 1.200 F CFA. Le prix d'un litre d'huile Dinor a grimpé de 400 à 600 F CFA; celui d'un paquet de 30 oeufs de 1.000 à 1.500 F CFA; le prix du kilo de sucre est porté de 350 à 400 F CFA, etc.

Si on ajoute à cette flambée

des prix, une augmentation d'au moins 70% sur les produits pharmaceutiques, et des taxes de toutes sortes que prélèvent la CIE, la SODECI et l'Etat, tout cela toujours depuis la dévaluation, on comprend que le coût de la vie est de plus en plus insupportable. D'autant plus que les salaires des ouvriers sont très bas -certains d'entre eux ne gagnent même pas 30.000 F CFA par mois- et que leur pouvoir d'achat a considérablement baissé à la suite de la dévaluation. Pour les pauvres, la question qui se pose tous les jours est: "comment faire pour survivre"? De façon générale, le constat est le même: "Dévaluation-là va nous tuer"! C'est ce que confirme le quotidien Ivoir'Soir du 15 mars en rapportant les plaintes suivantes d'une ménagère: "On va mourir, tout a augmenté. On ne peut plus rien acheter au marché".

Quand la vie est dure et qu'on souffre comme cela est actuellement le cas, il est normal de le dire. Mais se plaindre ne résout jamais rien. Les gémissments, le

gouvernement ne les entend même pas. S'il lui arrive de les entendre, il s'en moque. Parce qu'il est là pour défendre les intérêts des riches et non ceux des pauvres.

En ces temps de crise, pour augmenter les recettes dont l'Etat a besoin, le gouvernement continuera à imposer aux populations pauvres le paiement de diverses taxes, tant qu'il restera persuadé qu'il n'y aura pas la moindre protestation de la part de celles-ci. Tant que les travailleurs et les pauvres ne diront rien, leur silence sera interprété par les dirigeants comme une approbation de leur politique d'austérité.

C'est ainsi qu'en faisant le

bilan de la dévaluation, lors de son récent passage à Abidjan, le représentant de la Banque mondiale a tenu à féliciter la population de sa bonne conduite en acceptant la baisse de son pouvoir d'achat et les diverses augmentations des prix.

De tels propos venant des gens comme lui constituent un aveu de soulagement de sa part, mais en même temps une véritable insulte pour les populations pauvres. Car au fond, ces dirigeants s'attendaient eux-mêmes à une révolte des pauvres. Une telle révolte est tout à fait légitime. Tôt ou tard ces affameurs de la banque mondiale et leurs laquais au pouvoir auront ce qu'ils méritent lorsque la population exprimera réellement sa colère.

COTE D'IVOIRE

LUTTE CONTRE LE BANDITISME, UNE MESURE DEMAGOGIQUE

Sous prétexte de lutter contre l'insécurité, le gouvernement vient de décider l'application de la peine de mort pour les vols et autres agressions à main armée. Le projet de loi prévoit que l'exécution se fera par fusillade et en public.



Une opération "coup de poing"

armée sont devenus monnaie courante. Des hold-up se font même en plein jour. Nombreux sont les travailleurs qui, en allant au travail tôt le matin ou en revenant tard le soir, se font attaquer, des travailleuses qui se font violer. Dans certains marchés ou certaines rues d'Abidjan, les femmes, par exemple, évitent de se promener ou d'aller avec leurs parures, bijoux, boucles d'oreille, bagues, de peur d'être agressées publiquement. Certains quartiers, dès la tombée de la nuit, sont sous la loi de gangs qui vivent sur le dos de la population, rançonnant, rackettant en toute impunité. Tous les jours, la presse fait état de ce climat d'insécurité en montrant des jeunes délinquants arrêtés par-ci ou abattus par-là.

C'est tout cela qui explique sans doute le fait que beaucoup de gens semblent apprécier la décision du gouvernement d'exécuter publiquement les voleurs. Agressés dans leurs lieux de travail, leurs

Certes, il y a un vrai problème d'insécurité dans la société. Les agressions et autres vols à main

quartiers et souvent même dans leurs maisons, ces gens croient que cette mesure les protégera de l'insécurité en dissuadant les auteurs des vols à main armée. Mais ce n'est là qu'une illusion.

En effet, ce n'est pas avec des mesures administratives et des menaces de mort qu'on peut mettre fin à la criminalité et autres violences dans la société. Par cette mesure, Bédié et son gouvernement se font tout simplement une publicité à moindre frais. Mieux, ils cherchent à apparaître comme soucieux de la sécurité des gens alors qu'en réalité ce sont eux qui sont responsables de l'insécurité et de la criminalité dans la société. Car, c'est leur système capitaliste qui est à l'origine de ces phénomènes, mais aussi de la pauvreté, de la famine et des maladies qui font des millions de victimes alors que des moyens existent pour améliorer un tant soit peu les conditions de vie des gens.

La délinquance comme le banditisme ont des origines sociales profondes. Généralement ceux qui s'adonnent à ce genre de pratique viennent des milieux pauvres. Jeunes ou vieux, c'est la misère qui les pousse au désespoir et les conduit à chercher à s'en sortir par tous les moyens, y compris par le vol, le crime ou la prostitution. Tant que

par le chômage, le licenciement, la précarité, les riches condamneront des millions de familles à la misère et aux autres maladies, le banditisme et la criminalité ne disparaîtront pas, quels qu'en soient les risques. Rien ne dit même qu'ils diminueront. La menace de la peine de mort n'y fera rien, d'autant plus que ceux qui sont réduits à vivre du braquage et autre vol à main armée le font déjà tout en sachant que cela peut les conduire à la mort. Ils ont choisi de mourir de cette façon-là, s'il le faut, plutôt que de mourir de misère à petit feu, dans leur coin. Ils se considèrent comme des "cabris morts". Le couteau ne leur fait plus peur, même s'il s'agit de les égorger en public.

Alors, si l'on veut en finir avec l'insécurité et la criminalité, c'est au capitalisme qu'il faut s'en prendre. Il faut arracher les richesses des mains des bourgeois, - ces vrais bandits qui volent les masses pauvres, gaspillent inutilement les biens de la société - et les répartir afin que tout le monde ait une vie digne de notre époque. Cette tâche-là, c'est au prolétariat, à l'ensemble des pauvres, de l'accomplir en mettant fin au banditisme légalisé de la bourgeoisie, et en débarrassant la société de cette classe parasitaire, nuisible et criminelle qu'est la bourgeoisie.

SENEGAL

ABDOULAYE WADE DE NOUVEAU A LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Après plusieurs mois de négociations en coulisse entre Diouf et son principal rival de l'opposition, Wade (le dirigeant du PDS), ce dernier fait de nouveau son entrée au gouvernement avec quatre autres membres de son mouvement.

remaniement ministériel du 15 mars est constitué d'une pléthore de 33 ministres. Le PDS en obtient cinq dont un poste de ministre d'Etat - mais cette fois sans portefeuille - pour Wade.

Le nouveau gouvernement issu du

Le voilà donc Wade pour la deuxième fois à la mangeoire

gouvernementale après avoir passé un séjour de six mois en prison à la suite des émeutes du 16 février 1994. Outre leur rivalité pour assouvir leurs ambitions personnelles rien ne sépare en effet politiquement ces deux hommes qui ne demandent qu'à être les bons serviteurs des intérêts des riches, à commencer par ceux de la grande bourgeoisie impérialiste qui pille les pays du tiers-monde en laissant quelques miettes à ses valets locaux.

En nommant Wade au gouvernement à ses côtés, Diouf escompte récolter les fruits de cette cohabitation sur le plan social. Depuis plusieurs années en effet son pouvoir est contesté par la rue. Le blocage des salaires dans la fonction publique suivi quelques années après par la baisse des salaires, les licenciements et ensuite la dévaluation du franc CFA de 50%, ont aggravé dramatiquement la condition de vie de la majorité de la population et plus particulièrement des travailleurs. Le mécontentement de cette partie de la population touchée par la crise est réel. Plusieurs grèves ont déjà eu lieu dans la fonction publique comme dans les entreprises du secteur public.

Des manifestations de rue comme celle du 16 février 1994 qui s'est transformée en émeute violente et qui s'est soldée officiellement par 7 tués dont 6 policiers, constituent une grave menace contre le pouvoir. Diouf n'a certainement pas oublié cette journée du 16 février où les manifestants, malgré la présence des forces de répression, sont arrivés devant le palais présidentiel et commençaient déjà à escalader les grilles du palais.

En faisant entrer au gouvernement le principal parti de l'opposition, Diouf pense que le calme se rétablira puisque les principaux leaders de l'opposition ralliés à lui ne seraient plus en mesure de cristalliser les mécontentements. Il a monnayé ce

ralliement en leur donnant des



strapontins et en limogeant Djibo Kha, l'ancien ministre de l'intérieur. Wade va présenter ce limogeage comme une victoire. Il l'avait fait précédemment (lors de sa première participation gouvernementale en 1991) en présentant le limogeage de Jean Colin comme sa victoire personnelle. Il est resté 15 mois au pouvoir et il a cautionné toutes les mesures de rigueur et d'austérité qui ont aggravé les conditions d'existence des plus démunis.

D'ailleurs le gouvernement s'apprête à aggraver encore plus la situation des travailleurs. Il a déjà annoncé qu'il y aura 500 emplois de supprimés à la Régie des Chemins de Fer. D'autres mesures similaires sont certainement en vue dans les autres secteurs, à la demande des affameurs du FMI.

Wade, quant à lui, veut démontrer une deuxième fois qu'il est un homme politique qui sait se montrer "responsable" aux yeux de la bourgeoisie mondiale et de la bourgeoisie locale et qu'il mériterait d'être un jour à la tête du pouvoir pour représenter les intérêts des classes possédantes. Les bourgeois savent reconnaître un des leurs. Ils ont même parfois besoin que certains des défenseurs de leurs intérêts fassent partie de

l'"opposition" pour tromper les travailleurs et pour dévoyer leurs aspirations et leurs luttes. Wade faisait partie de ces politiciens de la bourgeoisie de l'opposition. Il a utilisé à son profit les mécontentements populaires. Il continuera peut-être à le faire tout en étant au pouvoir en expliquant que s'il a accepté d'être au gouvernement, c'est pour représenter les intérêts de la population et pour faire pencher la balance du

pouvoir vers "la bonne direction".

Mais la seule vraie bonne direction pour les travailleurs et l'ensemble des déshérités, c'est de ne pas faire confiance en ces gens-là, ni à ceux du pouvoir ni aux alliés du PDS qui sont restés à la porte du pouvoir et qui se disent toujours de l'opposition car non satisfaits des propositions de Diouf pour leur entrée au gouvernement.

TCHAD

LA TENSION MONTE DANS LES GRANDES VILLES

A Ndjaména, une grande tension règne entre les populations du Sud et celles du Nord. Le moindre incident peut dégénérer en affrontement entre les Sara (Sara, Ngambaye, Mbaye, Massa etc...) et les Musulmans (Arabe, Zaghawa, Gorane, etc...)

Récemment un fonctionnaire originaire du Sud chargé du paiement des soldes des militaires a été tué par balle dans la rue en plein jour par des hommes enturbannés voyageant à bord d'un véhicule. La victime se rendait au travail. Comme les sbires du régime de Déby tuent impunément les directeurs et autres hauts fonctionnaires sudistes pour placer des Zaghawa à leur poste, les ressortissants du Sud ont cru à un crime perpétré par des éléments de l'Etat.

Dans la soirée, la situation est devenue tendue dans les quartiers sudistes comme Ardeb Djoumal, Paris-Congo et Moursal. Des centaines de jeunes patrouillent dans les rues. Deux jeunes du Nord sur une moto ont eu le malheur de s'aventurer à Moursal. Ils ont été massacrés par les patrouilleurs; ils ont été arrosés d'essence de leur moto et brûlés vifs.

La nouvelle s'est rapidement répandue à Ndjaména. Les jeunes des quartiers musulmans comme Bololo, Rue des 40 mètres, Rue du Nord sont à leur tour descendus dans la rue, se dirigeant vers Ardeb Djoumal et Moursal. Il a fallu l'intervention de la gendarmerie pour arrêter ces jeunes en colère.

Dans le Sud du pays, à Moundou, Sahr et Doba notamment, le conflit a pris la forme d'un affrontement armé entre éleveurs et agriculteurs. Auparavant, quand le bétail broute dans un champ cultivé ou piétine les cultures d'arachide, de légume par exemple, le paysan lésé est dédommagé. Plus question maintenant.

Aussi la situation demeure explosive entre les habitants de ces deux grandes régions: le Nord et le Sud. C'est le résultat de la politique régionaliste menée par les différents régimes qui se sont succédé au pouvoir depuis l'indépendance avec Tombalbaye d'abord, Malloum ensuite, puis Goukouni et Habré et enfin Idriss Déby. Les dirigeants du Sud comme ceux du Nord, en s'appuyant sur les populations de leur région respective pour mener leur politique de division ont fini par semer la

haine dans les coeurs. C'est cette haine qui s'est exprimée à Ndjaména après l'assassinat de ce fonctionnaire.

Pourtant une autre politique est possible, celle qui consiste à prendre en compte les intérêts communs des populations de ces deux régions. Ces intérêts peuvent se traduire sur le plan du salaire, de l'insécurité, de la désorganisation des services publics au profit d'une

minorité au pouvoir etc...

Mais pour cela il faut auparavant une organisation des pauvres, des travailleurs, des centaines de jeunes qui, sans travail, errent dans les rues, envahissent les marchés des grandes villes; ils n'ont aucun espoir dans l'avenir. Une telle organisation n'existe pas encore; elle reste à créer.

IMMIGRATION

INTERVENTION DE LA POLICE CONTRE LES TRAVAILLEURS AFRICAINS

Le 22 mars dernier, à 7 heures du matin, deux compagnies de CRS ont carrément encerclé le foyer de Nouvelle France à Montreuil. Sur les six baraquements de chantier qui font office de logement pour les travailleurs africains, les autorités de la préfecture et de la mairie ont détruit deux.

Certains locataires étaient déjà partis au travail de bonne heure; les autres ont été surpris au réveil pour être délogés manu-militari. En présence d'huissier, les flics ont embarqué les affaires des locataires pour les déposer ailleurs, et tout de suite après, des bulldozers entraient en action.

Cette intervention coup de poing est révoltante. Du jour au lendemain des dizaines de travailleurs se sont retrouvés dehors sans leurs affaires et sans logement. Cette situation est le résultat d'un long bras de fer engagé entre les locataires et la mairie de Montreuil soutenue par la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Les travailleurs du foyer Nouvelle France revendiquaient depuis 14 ans un relogement décent

définitif dans deux ou trois foyers en dur. Mais la mairie leur proposait un relogement dispersé en petits groupes et dans de vieux hôtels rénovés sans salle de réunion ni cuisine collective avec des loyers exorbitants. Dans ces petits espaces, ils ne peuvent recevoir d'autres camarades ou familles en chômage ou en difficulté.

Au lieu de satisfaire ces revendications légitimes, les flics de Pasqua avec la bénédiction du maire de Montreuil ont décidé de frapper bien fort les locataires de ce foyer.

L'attitude du maire de Montreuil n'est pas surprenante car dans toutes les réunions qu'il a eues avec les locataires, il leur répétait toujours que Montreuil accueille beaucoup de travailleurs immigrés et que cela favorise le développement du Front National; que la ville risque de basculer dans les mains de l'extrême droite à cause du nombre important de la population immigrée.

Voilà comment ce maire qui se dit communiste agit envers les travailleurs.

LES ACCORDS DE SCHENGEN

UN CONTROLE RENFORCE POUR LES IMMIGRES

A partir du 26 mars les accords de Schengen signés par les sept pays de la CEE doivent entrer en vigueur. Normalement les contrôles à la frontière des hommes et des marchandises doivent être supprimés.

Mais la France qui a pourtant signé ces accords refuse de les appliquer immédiatement; elle prévoit un délai de trois mois avant de le faire. D'autres pays comme l'Angleterre et l'Italie refusent de les appliquer. Et déjà en France on entend des cris d'indignation de certains réactionnaires comme De Villiers et Le Pen. Ils crient contre l'invasion massive des étrangers que ces accords risquent à leurs yeux de provoquer.

Certes, nous travailleurs africains, nous ne sommes pas concernés par cette "libre circulation". Bien au contraire, les contrôles risquent d'être renforcés dans les pays d'Europe. Soi-disant

pour empêcher l'immigration clandestine déjà ici dans les aéroports comme Roissy et Orly, les autorités ont installé un véritable apartheid. Il y a deux passages: l'un pour les ressortissants de la CEE et l'autre pour ceux des pays non membres de la CEE. Et mêmes les rares travailleurs africains ayant la double nationalité, eux, sont contrôlés de plus en plus et ne peuvent pas passer facilement.

D'ailleurs la suppression de ces frontières n'est pas réelle car le gouvernement français, par exemple, maintient les contrôles mobiles sur un rayon de 20 km à l'intérieur des frontières terrestres.

C'est cela que ces messieurs appellent la suppression des frontières et la libre circulation des hommes et de leurs idées. Il ne s'agit en réalité que de la libre circulation des marchandises et des biens de la bourgeoisie.

ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE NI DES POLITICIENS DE DROITE NI DE CEUX DE LA GAUCHE

Le 23 avril prochain aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Cette élection est présentée par les politiciens et les commentateurs des grands médias comme un événement majeur où se jouerait l'avenir de la France. Comme si le futur président élu, qu'il soit d'ailleurs de droite ou de gauche, changerait quelque chose dans la vie quotidienne de la grande majorité de la population. Si cela était vrai on aurait pu le constater depuis 1981. Mitterrand, homme se disant de gauche voire "socialiste" a succédé à Giscard, homme de droite. Lors de ces 14 années de

pouvoir de Mitterrand des gouvernements de gauche et de droite se sont succédés. Les uns et les autres se sont montrés comme des serviteurs fidèles de la bourgeoisie française. Des cadeaux ont été donnés au patronat. Et tandis que celui-ci empochait des milliards de francs sous formes de subventions diverses (réduction des charges sociales, réduction des impôts sur le bénéfice et les grandes fortunes, commandes de l'Etat et aides diverses) la classe ouvrière, elle, a vu son pouvoir d'achat diminuer et le chômage s'aggraver.

Dans un pays riche comme la France qui est une puissance impérialiste, qui continue de piller ses anciennes colonies en réduisant des millions de personnes à la misère, on voit grandir le nombre de sans domicile, qui n'ont même pas le minimum pour vivre décemment, qui sont privés de soins et qui sont obligés de faire la queue devant les soupes populaires ou de quémander dans le métro, dans la rue. Et pendant ce temps-là les entreprises affichent des profits colossaux, des PDG comme celui d'Alcatel qui touche plus d'un million de francs par mois. A l'occasion d'un certain nombre d'"affaires" qui ont été dévoilées, on a pu voir une toute petite fraction de ces énormes quantités d'argent que les bourgeois et les politiciens à leurs soldes détournent légalement ou illégalement sur le dos des travailleurs à qui ils demandent de faire des sacrifices pour soi-disant créer des emplois ou pour ne pas en supprimer. Et pourtant le chômage n'a fait que s'aggraver.

Le Parti Socialiste a été au pouvoir durant des années avec les ministres du Parti Communiste durant les premières années en 1981. Tous deux, ils ont montré que non seulement ils n'avaient pas la volonté de mettre fin à ce système qui fait que d'un côté une petite minorité s'approprie impunément toutes les richesses tandis que de l'autre côté ceux qui produisent justement ces richesses, c'est-à-dire les travailleurs, sont obligés de se serrer la ceinture, de subir le chômage et la précarité de l'emploi.

Dans cette campagne électorale on présente Chirac et Balladur comme des rivaux. Certes, ils ont des rivalités pour leurs ambitions personnelles, mais pour les travailleurs ce sont deux hommes, par ailleurs membre du même RPR, qui sont les deux bouts du même bâton, deux hommes de droite qui s'affichent comme tels et qui représentent les intérêts opposés à

ceux des travailleurs. Le Chirac qui se veut aujourd'hui "social" c'est le même Chirac qui était le premier ministre de Giscard puis de Mitterrand. C'est son gouvernement qui avait aboli la loi sur l'autorisation des licenciements. Les travailleurs immigrés se souviennent également des lois Pasqua et du "charter" du même nom du ministre de l'intérieur qui était fier d'avoir expulsé les 101 Maliens. Faut-il rappeler également qu'Edith Cresson, premier ministre "socialiste" cette fois l'avait imité quelques mois plus tard tout en maintenant en vigueur les mêmes lois dites "Pasqua" ?

Alors les travailleurs, français comme immigrés n'ont rien à attendre de ces politiciens de gauche comme de droite qui ne sont que des serviteurs de la même bourgeoisie.

Dans cette campagne seule Arlette Laguiller, la candidate de Lutte Ouvrière qui fait partie du même courant politique que celui auquel nous appartenons, défend clairement les idées révolutionnaires. C'est la seule qui dit dans cette campagne que les travailleurs français comme immigrés ne doivent pas compter sur le bulletin de vote pour changer leur sort mais sur leur capacité de prendre en charge leur avenir par la lutte. C'est la seule qui dit que les travailleurs auront à exproprier les entreprises capitalistes, à commencer par celles qui licencient, en en prenant le contrôle pour les faire tourner non plus dans le but de faire des profits mais pour produire en fonction de ce qui est nécessaire dans la satisfaction des besoins de la population. Et cela, pas seulement pour les populations qui vivent en France mais aussi celles du Tiers-Monde. C'est la seule qui dit clairement qu'elle est pour un monde sans frontière et que les travailleurs et les exploités du monde entier constituent une seule et même classe avec les mêmes intérêts et les mêmes ennemis.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.